EQUIPOP.ORG

2021
2022

Changements systémiques

Définition : Processus par lesquels les structures sont modifiées, notamment celles qui se trouvent aux fondements des inégalités ; modifications d'un ensemble complexe d'interactions, dont les rapports sociaux de sexe ; changements visant à s'attaquer aux causes d'un problème et non seulement à ses effets.

Dans le contexte des sociétés patriarcales, lutter contre les inégalités de genre passe par modifier l'organisation, les modèles, les structures, les règles, et ce dans différents domaines (l'emploi, le travail domestique, la culture, la sexualité, la violence, l'État, l'éducation, la santé…).

Antonyme : Aménagements à la marge.

Sommaire

01
Impulser
En partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, Equipop impulse des dynamiques de changement social au plus près des territoires.
page 10

02
Mobiliser
Equipop mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain, et en particulier au respect des droits des femmes et des filles.
page 22

03
Accompagner
Equipop soutient les actrices et acteurs au développement, en particulier les associations agissant pour les droits et la santé des femmes dans le monde.
page 32

04
Mieux connaître Equipop
Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, soutien financier et technique pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde.
page 42

Édito

Capturer en quelques lignes l'essence d'une année écoulée est toujours un défi. Equipop agit sur différents territoires et à plusieurs échelles - du très local à l'international. Nous activons des leviers complémentaires : soutien aux actrices du changement, plaidoyer politique, conduite de projets, production de connaissances. Se retourner sur les mois passés revient donc à se confronter à des sentiments contrastés. Nous en partagerons trois avec vous.

De l'Afghanistan au Sahel en passant par l'Ukraine, instabilités politiques et conflits armés ont touché de nombreux territoires, avec une augmentation corollaire des violences sexistes. De la Turquie aux États-Unis en passant par la cybersphère, les actions anti-droits menées par des mouvements de plus en plus coordonnés et financés ont conduit à des reculs importants. Partout dans le monde, le Covid a continué à exacerber les inégalités socio-économiques et de santé, dont les inégalités de genre, creusées par les fondamentalismes religieux et marchands. Autant d'observations à l'origine du premier sentiment qui s'impose à nous : l'urgence d'agir !

Comme un écho à cette urgence, le deuxième sentiment qui se dégage est un réel enthousiasme face à la vitalité des initiatives porteuses d'alternatives. À Equipop, ces derniers mois ont en effet été marqués par la participation à un foisonnement d'actions de militant·e·s, de groupes informels ou d'associations qui ont continué à se mobiliser pour résister, prendre en charge les vulnérabilités, et construire des sociétés justes et durables. Nombreuses ont été celles pensées et animées par des jeunes, des femmes, des mouvements féministes ou par leurs allié·e·s. Nos partenariats, particulièrement en Afrique de l'Ouest, se sont ainsi développés, Equipop approfondissant son rôle de soutien et de collaboration à ces dynamiques.

Enfin, le troisième sentiment qui s'impose en regardant derrière nous est celui de responsabilité. Sur le plan politique, vingt-six ans après la dernière Conférence mondiale sur les femmes à Pékin, 2021 a été l'année du Forum Génération Egalité dont l'ambition était de relancer la feuille de route de l'égalité femmes-hommes. Des engagements financiers y ont été pris. Parallèlement, certains pays ont (ré)affirmé leur engagement en faveur de politiques féministes. Nous avons salué ces orientations. Nous sommes pour autant conscient·e·s du risque que l'institutionnalisation du mot « féministe » le vide de son sens et de son pouvoir concret de générer ce que nous souhaitons voir advenir : **des changements réellement systémiques**.

Pour que les déclarations politiques d'hier prennent corps, il est alors indispensable que des mouvements citoyens, associatifs, intellectuels participent à la construction des politiques et demandent des comptes. Nous ferons notre part. Pour cela, nous continuerons à participer aux échanges de savoirs sur les questions féministes et de genre et à la construction de positions et d'actions communes avec les partenaires que nous soutenons et, plus largement, avec les ONG, les organisations de coopération, expertes, chercheur·e·s, universités. Ces alliances doivent se construire en incluant les femmes marginalisées qui, en raison d'autres éléments identitaires que leur sexe, par exemple leur classe, leur appartenance à une minorité ethno-culturelle ou leur orientation sexuelle, vivent des situations de domination ou d'oppression spécifiques et sont invisibilisées. Cette fiche de route suppose d'embrasser la complexité des interrelations de pouvoir. Nous nous y attèlerons avec votre indispensable soutien.

Aurélie Gal-Régniez, *directrice exécutive*
Alain Marié, *président*

NOUS AVONS **CONSOLIDÉ NOTRE TRAVAIL DE SOUTIEN** AUX ASSOCIATIONS ET MILITANTES DES DROITS DES FEMMES AVEC :

- **89 collectifs féministes** de **8 pays d'Afrique de l'Ouest**
- **63 subventions** accordées pour un montant de **1 030 750 euros**
- **30 nouveaux partenariats avec des associations ou mouvements**
- **Une vingtaine d'espaces d'échanges entre féministes** de pays différents animés ou soutenus

NOUS AVONS **TESTÉ DES APPROCHES, CAPITALISÉ ET ÉCHANGÉ DES CONNAISSANCES** SUR : :

- **L'empouvoirement des jeunes en matière de droits et santé sexuelle et procréative avec Alliance Droits et Santé**
- **Des projets de lutte contre les violences sexistes au Burkina Faso, en France, au Niger et au Sénégal** et avons participé à la publication de *VBG : un guide pour comprendre et agir*

... ET À TRAVERS :

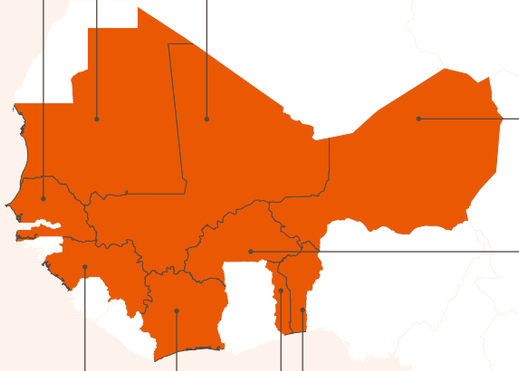
- Les cycles de réflexion **Féminismes et Santé** et **Sororités Francophones**
- Des liens avec les **universités au Sénégal, en France et en Égypte**

EN 2021

NOUS AVONS **PARTICIPÉ À MOBILISER LES DÉCIDEURS, DÉCIDEUSES ET INSTITUTIONS** POUR DES POLITIQUES FÉMINISTES :

- **6 pays** appuyés dans le suivi du **Forum Génération Égalité**
- Les **approches féministes** promues dans les **campagnes électorales** en France avec 4 collectifs partenaires (Fondation des Femmes, CGF, CSM, CSUD)
- La **santé menstruelle** promue aux côtés des **jeunes défenseuses des droits** et de **UNFPA**
- **L'éducation complète à la sexualité** promue en collaboration avec **Unesco**
- **L'intégration du genre dans les politiques de lutte contre le VIH** défendue

Partenaires d'Equipop en Afrique de l'Ouest



MAURITANIE
- Initiative Santé de la Reproduction
- Voix de Femmes

SÉNÉGAL
- AJS (Association des Juristes Sénégalaises)
- ANJ SR-PF (Alliance Nationale des Jeunes pour la Santé de la Reproduction et la Planification Familiale)
- Collectif Plus jamais ça !
- ENDA Santé
- GESTES (Groupe d'Études et de Recherches Genre et Sociétés)
- JED (Jeunesse Et Développement)
- JGEN Sénégal
- LARTES- IFAN (Le Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales)
- ONG 3D (Démocratie, Développement local, Droits humains)
- RAES
- ROAJELF Sénégal (Réseau Ouest-Africain des Jeunes Femmes Leaders)
- Solthis Sénégal
- Warkha TV
- YWA (Youth Women for Action)

GUINÉE
- AGBEF (Association Guinéenne pour le Bien-Être Familial)
- CAM (Club des Amis du Monde)
- CODD Guinée
- Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée
- POSSAV (Plateforme des Organisations de la Société Civile Appui à la Vaccination)
- ONG SARA (Structure d'Appui aux Réseaux d'Agriculteur·trice·s)
- UNFPA Guinée

CÔTE D'IVOIRE
- Actu-elles
- AFJCI (Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire)
- ASAPSU (Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire et Urbaine)
- CPDEFM (Citoyennes pour la Promotion et Défense des droits des Enfants, Femmes et Minorités)
- Gouttes Rouges
- LEADAFRICAINES
- Ligue Ivoirienne des Droits des Femmes
- MESSI (Mission des jeunes pour l'Éducation, la Santé, la Solidarité et l'Inclusion)
- ONEF (Organisation Nationale pour l'Enfant, la Femme et la famille)
- SOS Village d'enfants - Côte d'Ivoire
- Stop au chat noir
- UNFPA Côte d'Ivoire

TOGO
- SOS Village d'Enfants - Togo
- Fonds XOESE (Fonds pour les femmes francophones)

MALI
- ADDAD (Association de Défense Des droits des Aides ménagères et Domestiques)
- AJCAD (Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie)
- AMSOPT (Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles)
- Citoyenneté-elles
- Ebenezer International
- GMC Mali (Global Média Campagne)
- Groupe Pivot Droit et Citoyenneté des Femmes
- Groupe Pivot Santé et Populations
- MSI (Marie Stopes International)
- RENAJEM (Réseau National de la Jeunesse du Mali)
- ROAJELF-Mali (Réseau Ouest-Africain des Jeunes Femmes Leaders)
- COSC/ PF Mali (Coalition des Organisations de la Société Civile pour la promotion de la Planification Familiale)

NIGER
- Cellule Nigérienne des Jeunes Filles Leaders
- Coalition SR/PF
- COJEFIL (Comité des Jeunes Filles Leaders)
- CODD (Convergence pour le Développement Durable)
- CONGAFEN (Coordination des Organisations Non Gouvernementales et Associations Féminines Nigériennes)
- Hayatoune
- Lafia Matassa
- ONPSME/Baani (Organisation Nigérienne pour la Promotion de la Santé de la Mère et l'Enfant)
- Ratanga Club - Niger
- Scouts Niger
- Solthis Niger
- SongEs
- DIMOL

BÉNIN
- CALVIF (Centre d'Aide et de Lutte contre les Violences faites aux Femmes)
- CeRADIS (Centre de Réflexions et d'Actions pour le Développement Intégré et la Solidarité)
- Dimol
- Filles en Action
- Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement
- GRAFED-Ong (Groupe de Recherche d'Action et de Formation en Épidémiologie et en Développement)
- Jeunes Filles Actrices de Développement
- Le BACAR (Bureau d'Appui-Conseils d'Afrique pour les Réalisations)
- OSV/Jordan (Organisation pour le Service et la Vie)
- ROAJELF Bénin (Réseau Ouest-Africain des Jeunes Femmes Leaders)
- Scoutisme Béninois
- Women in Power Association

BURKINA FASO
- ASMADE (Association Songui Manégré / Aide au Développement Endogène)
- ANCB (Association Nationale des maires du Bénin)
- Burcaso (Conseil burkinabé des ONG/OBC et associations de lutte contre les IST / VIH / Sida)
- Emma L Infos
- Femin-in
- Fondation Rama
- Gascode (Groupe d'Appui en Santé, Communication et Développement)
- IPBF (Initiative Pananetugri pour le Bien-être de la Femme)
- MMF/ANBF (Marche Mondiale des Femmes / Antenne Nationale du Burkina Faso)
- PROMACO (Programme de Marketing et de Communiucation pour la santé)
- Ratanga club - Burkina
- SOS/JD (SOS Jeunesse & Défis)
- SOS Village d'enfants - Burkina
- Taafé Vision
- Voix de Femmes
- Women in Global Health
- Association des Femmes Juristes du Burkina Faso
- RAJS (Réseau Africain Jeunesse Santé et Développement au Burkina Faso)

Construire des espaces de réflexion communs

Persuadée que l'action est indissociable de la pensée, Equipop participe à son niveau au soutien et à l'animation d'espaces collectifs de réflexion. Il s'agit pour nous de contribuer à nourrir les liens entre différentes disciplines, zones géographiques, entre théorie, pratique et art. En ligne, au sein des universités, lors de conférences, ces espaces nous permettent d'apprendre, de mettre en dialogue nos points de vue, de partager des vécus et des ressources, d'imaginer ensemble de nouvelles possibilités d'action.

Sororités Francophones

Muscler sa sororité
Janvier 2022

- **Chanceline Mevowanou**, activiste féministe béninoise, fondatrice et conseillère du groupe féministe Jeunes Filles Actrices de Développement
- **Lina Abou-Habib**, experte de l'intégration du genre dans les politiques et pratiques de développement pour le Fonds Féministe Doria
- **Louise Delavier**, responsable des programmes et de la communication pour En avant toute(s)

Épuisement militant
Avril 2022

- **Aminata Libain Mbengue,** psychologue et militante féministe du Sénégal
- **Marie-Renee Nwoes**, psychologue, activitiste féministe spécialisée sur les questions de genre et de sexualité au Cameroun
- **Ahlem Bousserwel**, féministe et militante, secrétaire générale de l'Association tunisienne des femmes démocrates

Face aux mouvements anti-droits, nos résistances collectives féministes
Juin 2022

- **Jeanne Hefez**, conseillère en plaidoyer chez IPAS
- **Laurence Meyer**, responsable de la justice sociale et raciale au Digital Freedom Fund
- **Amy Sakho**, chargée de programme plaidoyer pays de Planned Parenthood Global

Féminismes & santé

À qui appartient le corps des femmes ?
Novembre 2021

- **Fatou Sow**, sociologue féministe sénégalaise

Comment avoir une approche féministe dans la pratique de la gynécologie ? Comment mieux prévenir et prendre en charge les violences gynécologiques et obstétricales ? Qu'est-ce qu'une éducation sexuelle féministe ? Comment les femmes peuvent-elles se réapproprier le savoir médical ?
Février 2022

- **Laura Berlingo**, gynécologue obstétricienne, spécialisée en santé sexuelle et soin aux femmes victimes de violence

Quels sont les enjeux féministes d'une réappropriation des savoirs médicaux par les femmes ? Comment s'organise l'écriture d'un livre (*Notre corps, nous-même*) par et pour les femmes ? Dans ce processus, quels sont les apports d'une anthropologie féministe de la santé ?
Mai 2022

- **Mounia El Kotni**, anthropologue féministe, co-autrice de la nouvelle édition de *Notre corps, nous-même*

Universités de Dakar

Les femmes dans la société sénégalaise : le renouveau des études sur le genre et du féminisme
Mars 2022

- Organisé par l'Université Virtuelle du Sénégal (UVS)

Femmes, identités, politiques, droits et dynamiques socio-économiques : réflexions croisées
Mars 2022

- Organisé par Nubianlane et le Laboratoire IG2P basé au sein du département de sciences politiques de l'Université Chaikh-Anta-Diop (UCAD)

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, Equipop impulse des dynamiques de changement social au plus près des territoires.

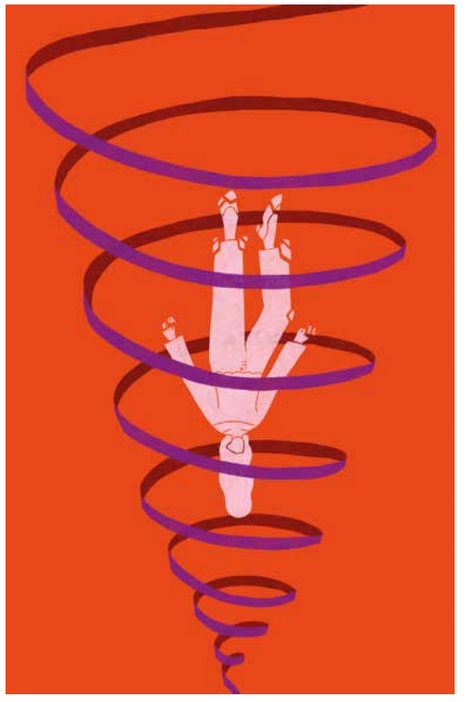
Mobilisation générale contre les violences sexistes !

Subir des agressions parce qu'on est femme, ou encore en raison de sa non-conformité au rôle genré attendu, constitue une réalité quotidienne pour de nombreuses personnes, dans le monde entier. C'est le constat renouvelé qu'Equipop et ses partenaires font depuis plus de vingt ans. La lutte contre les violences sexistes s'est ainsi imposée comme un enjeu crucial dans nos actions.

Au fil des ans, nous avons vu se dessiner ce qu'on peut appeler un continuum de violences : les liens entre les différentes manifestations de la violence basée sur le genre sont apparus de plus en plus forts, leur dimension systémique et le fait qu'elles soient étroitement liées au sexisme et à la domination masculine également. Parallèlement, nous avons pu collectivement identifier des leviers d'action pour contribuer à prévenir et prendre en charge ces violences.

Un constat : les violences sexistes et sexuelles sont des violences universelles liées à la domination masculine

Des mutilations sexuelles féminines aux grossesses contraintes en passant par les mariages d'enfants, des insultes sexistes aux viols en passant par les violences gynécologiques et obstétricales (VGO), partout dans le monde, les femmes et les filles sont exposées à des agressions tout au long de leur vie. Les violences sexistes ne sont figées ni dans le temps ni dans l'espace. Leurs manifestations peuvent différer d'un contexte à l'autre et elles évoluent selon les époques, avec par exemple l'apparition de nouvelles manifestations de violences, telles que le cyber-harcèlement et les cyber-violences. Ces violences sont universelles. On les retrouve dans toutes les géographies. Les victimes peuvent appartenir à toutes origines, classes, âges, cultures, religions. Elles sont présentes aussi bien dans les sphères privées (au sein des couples, des familles) que dans les espaces publics (établissements scolaires, institutions sociales ou religieuses, lieux de travail, rue, transports).



Les violences sexistes sont ainsi intrinsèquement liées à l'organisation de nos sociétés patriarcales, fondées sur les inégalités entre les sexes et les genres. Les travaux féministes ont étudié comment elles constituent un moyen de contrôle social du corps et de l'autonomie des femmes. Ces travaux montrent également comment ces violences sont nourries par la croyance que les femmes appartiennent aux hommes et doivent se soumettre à leur volonté. Ainsi, les discriminations de genre sont non seulement à l'origine de ces violences mais elles contribuent aussi largement à leur acceptation et à leur invisibilité.
Les discriminations de genre s'entrecroisent avec d'autres dynamiques de pouvoir liées à l'origine et à la classe, par exemple, ce qui génère différents niveaux d'injustice sociale. Certaines femmes à l'intersection de multiples discriminations et oppressions sont ainsi particulièrement exposées aux violences. Par ailleurs, certains types de violence sont commises en direction de groupes spécifiques.

Agir, mais comment ?

Construire un monde sans violences sexistes et sexuelles nécessite la mobilisation du plus grand nombre, du niveau individuel au niveau mondial, et ce, dans tous les espaces de la société. Les leviers doivent être multiples et il n'y a pas un type d'action magique. Cependant, au fil des années, Equipop et ses partenaires ont acquis des convictions et identifié les leviers des actions prioritaires qui leur permettent d'apporter leur contribution à cette lutte globale.

VISIBILISER TOUTES LES VIOLENCES

Un des défis majeurs de la lutte contre les violences réside dans leur invisibilisation ; les résistances sociales, institutionnelles et subjectives à la reconnaissance de ce phénomène étant nombreuses. D'abord, parce que la violence de genre est la norme dominante et qu'elle est intériorisée par l'ensemble de la population, y compris par les femmes elles-mêmes. Par exemple, la dernière Enquête démographie et santé au Sénégal montre que 40 % des femmes trouvent normal qu'un homme batte son épouse pour un certain nombre de raisons, allant de la nourriture brûlée au refus de relations sexuelles. Par ailleurs, le langage utilisé par les médias et la société cherche à euphémiser la réalité à travers des expressions comme « crimes passionnels » pour parler de féminicides, d'« abuseurs » pour parler de violeurs, de « mains baladeuses » pour parler d'agressions sexuelles. Or, bien nommer les violences revient à politiser l'enjeu et à déplacer les lignes de partage entre ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas. Il faut également souligner que les politiques investissent peu sur des études, qu'il manque cruellement de données, y compris qualitatives, et que peu de récits de femmes sont rendus publics ou que, quand ils le sont, ils font souvent l'objet de tentatives de décrédibilisation. Pour contribuer à rendre publique et permettre de comprendre cette violence, les actions auxquelles Equipop contribue sont diverses : soutien financier à des associations et des activistes qui se mobilisent dans la rue ou dans les médias contre les violences, animation d'espaces de diffusion des expériences et des recherches féministes, ou encore édition d'un recueil de récits de vie des femmes, jusqu'au soutien à la conduite d'études.

Prévenir les mutilations sexuelles féminines (MSF) et les mariages forcés en les inscrivant dans un continuum de violences sexistes et sexuelles (VSS)

Equipop soutient depuis près de 20 ans des associations et des actrices communautaires qui mènent des actions intégrées et holistiques pour l'abandon de la pratique des MSF en Afrique de l'Ouest et en France. Pendant longtemps, les actions menées ont ciblé spécifiquement l'abandon de la pratique de l'excision et la prise en charge médicale de leurs séquelles. Or les filles concernées par l'excision sont aussi souvent exposées aux mariages forcés. Ces deux pratiques découlent des mêmes causes structurelles : des systèmes d'organisation patriarcale qui se fondent sur les inégalités entre les sexes. L'abandon durable des mutilations sexuelles féminines et du mariage forcé, comme la lutte contre toutes les formes de violences sexistes, ne peut donc passer que par des changements de normes sociales et la remise en cause des rapports de pouvoir inégalitaires. C'est pourquoi, dans le futur, les actrices mobilisées contre l'excision et les mariages forcés souhaitent davantage encore prendre en compte le continuum de violences en étendant leur mission à la prévention de l'ensemble des violences sexistes et sexuelles. De la même façon, les activités de prise en charge des séquelles médicales de l'excision seront étendues à la prise en charge juridique et socio-psychologique plus large des VSS. Parallèlement, des activités spécifiques seront menées avec les hommes et les garçons pour les amener à questionner leur masculinité.

SÉNÉGAL

Lutter contre les violences gynécologiques et obstétricales (VGO)

Les VGO sont des formes spécifiques de violences sexistes et sexuelles qui existent partout mais qui ne font l'objet d'une reconnaissance que depuis très récemment, suite à des revendications de la part des femmes (par exemple, collectif Plus jamais ça![1] au Sénégal, mouvement Paye ton utérus[2] en France). Elles recouvrent des manifestations variées : soins malveillants (insultes, menaces, gestes brusques) ou non consentis, attitudes moralisatrices, voire discriminantes envers les femmes et notamment les jeunes filles, actes chirurgicaux sexistes, comme le « point du mari[3] », agressions sexuelles ou viols de la part du personnel de santé… Ces manifestations relèvent du pouvoir et du contrôle des systèmes sociaux, des institutions et des individus sur le corps des femmes. Le programme « Notre corps, notre santé ; un projet de lutte contre les VGO au Sénégal » mis en œuvre par un consortium, composé de plusieurs associations sénégalaises en partenariat avec Equipop, interviendra sur cette problématique, en favorisant l'accueil de la parole des femmes (cercle de parole en non-mixité) et la visibilité des réalités vécues. Une étude nationale quantitative et qualitative menée par un laboratoire de recherche sénégalais spécialisé en genre permettra de quantifier l'ampleur du phénomène et de rendre compte de la manière dont la violence structurelle et symbolique façonne les expériences de VGO. Un comité d'écriture a aussi été créé pour actualiser l'ouvrage *Notre corps, notre santé. La sexualité des femmes d'Afrique sub-saharienne*. Cette réédition s'appuie sur les expériences des femmes dans toute leur diversité et sera une source de connaissances sur le corps, le fonctionnement des organes génitaux, les droits sexuels et reproductifs, les violences basées sur le genre (dont les VGO), dans une perspective émancipatrice et féministe. Le personnel de santé sera associé de près et accompagné à travers des formations et l'incitation à des soins respectueux.

- **Partenaires :** ENDA Santé, ROAJELFF, ANJ-SR/PF, GESTES, Collectif Plus jamais ça !
- **Alliées :** les membres du comité stratégique : 12 femmes sociologues, gynéco-obstétricienne, sage-femme, médecin, enseignantes-chercheuses, activistes féministes, expertes genre, psychologues.
- Projet cofinancé par l'AFD (Agence Française de Développement) - Facilité d'innovation sectorielle ONG (FISONG) contre les VGO lancée en 2020.

1. https://www.facebook.com/PlusjamaiscaVGO/
2. #PayeTonUtérus
3. Le point du mari est un acte médical visant à poser des sutures inutiles suite à une épisiotomie pour réduire la taille de l'entrée du vagin et accroître le plaisir masculin.

INFORMER ET CONSCIENTISER

L'information et la conscientisation constituent des leviers d'action puissants. L'éducation, en particulier l'éducation complète à la sexualité en milieu scolaire et en milieu informel, ainsi que la formation des professionnel·le·s, des responsables des politiques publiques, des médias sont fondamentales. Toutes les actions qui contribuent à voir et à entendre une réalité autre que celle des récits dominants sont aussi transformatives. Le fait de soutenir la mise en place d'espaces permettant à la fois d'accueillir la parole des femmes et de leur donner accès à des informations, des outils qu'elles peuvent mobiliser pour agir, pour se défendre et pour se reconstruire est primordial. Enfin, le travail sur les masculinités représente également une piste identifiée par Equipop comme étant à creuser, et ce dès le plus jeune âge.

REPÉRER ET PRENDRE EN CHARGE

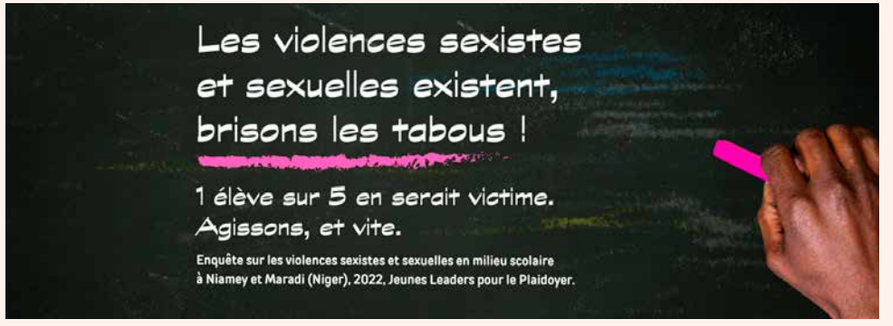
Repérer les violences, accueillir la parole des femmes concernées, analyser leurs besoins pour et avec elles, les orienter ou leur donner accès à des services de soutien et d'aide spécialisés, autant d'étapes nécessaires à une prise en charge efficace. Les violences basées sur le genre (VBG) nécessitent des interventions coordonnées de différents services vers lesquels elles doivent être orientées en fonction de leurs souhaits et besoins. Il est toujours nécessaire d'obtenir leur consentement éclairé avant de partager des informations, et ce pour chaque nouvelle orientation.

INSCRIRE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES COMME PRIORITÉ POLITIQUE

La mobilisation des pouvoirs publics est un levier incontournable pour mettre les violences sexistes à l'agenda politique. Cette mobilisation doit se traduire par l'allocation de ressources financières à même de former et de renforcer les capacités des professionnel·le·s (personnels du secteur de la santé, de l'éducation, des services sociaux, des gendarmeries, des forces de police, des métiers des secteurs juridique et judicaire), et ce à chaque étape de l'accompagnement des victimes. L'allocation de fonds est aussi nécessaire au bon fonctionnement des structures d'hébergement, d'accueil et de prise en charge des victimes et de leurs enfants dans le but de favoriser leur guérison.

NIGER

Dénoncer et prévenir les violences sexistes et sexuelles en milieu scolaire



Les violences sexistes et sexuelles sont présentes à l'école sur tous les continents. Si le phénomène est connu de façon globale, peu d'études poussées sont menées sur le sujet dans une perspective féministe, et surtout peu d'actions d'envergure sont entreprises pour les condamner. De récentes études en France[1] montrent que les institutions et les équipes de professionnel·le·s participent au maintien d'un environnement qui permet à ces violences de continuer en quasi-impunité. Dans le cadre du projet Jades II au Niger, Equipop et Lafia Matassa accompagnent un groupe de jeunes leaders en plaidoyer pour améliorer l'environnement social, institutionnel et juridique en faveur des droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR). Ces jeunes, membres d'une douzaine de mouvements et associations se sont impliqué·e·s lors des dernières élections présidentielles et législatives de 2020-2021, en interpellant les candidat·e·s sur les problèmes qu'elles et ils vivent concernant leurs DSSR. À la suite des élections, au cours d'un Lab d'incubation pour monter une campagne de plaidoyer et de communication, ces jeunes nigériens et nigériennes ont décidé, en se basant sur leurs expériences et leur vécu, d'alerter sur les violences sexistes et sexuelles qui sont infligées à des jeunes filles et garçons à l'école ou autour des écoles, en raison des stéréotypes, des normes, des rôles de genre. Leur objectif est d'amener le gouvernement à intégrer dans les règlements intérieurs des établissements scolaires secondaire, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Elles et ils ont décidé de commencer par une enquête au sein d'établissements scolaires de Niamey et de Maradi pour montrer l'ampleur du phénomène, les responsabilités, et les conséquences sur la vie des victimes. Malgré le contexte et le caractère sensible du sujet, les enquêtes (questionnaires individuels d'élèves, de personnels, focus groupe) et la collecte d'informations ont pu avoir lieu sur la base d'un protocole qui a été validé par le Comité d'éthique du pays et qui a impliqué les ministères de la Santé et de l'Éducation.

- **Partenaires :** Solthis, Lafia Matassa
- Projet soutenu par l'AFD, la Mairie de Paris, la Fondation de France.

1. *Mixité et violences ordinaires au collège et au Lycée*, sous la direction de Patricia Mercader, Annie Léchenet, Jean-Pierre Durif-Varembont, Marie-Carmen Garcia, Éditions Érès, 2016.

BURKINA FASO

Droits des femmes et santé ; prévenir et réduire les vulnérabilités en temps de crise et de post-crise Covid-19

Ce projet met l'accent sur l'action en première ligne pour repérer précocement les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles, pour les enregistrer et les prendre en charge afin qu'elles puissent débuter un parcours de reconnaissance et de reconstruction.
L'innovation de ce projet réside dans le fait que les interventions se déroulent dans les espaces de grande circulation que sont les gares et les marchés, qu'elles impliquent la mobilisation de femmes leaders ayant des réseaux et une capacité d'influence très développés au niveau communautaire. L'engagement de ces actrices, leurs capacités de repérage, d'écoute active et d'empathie sont fondamentales pour accueillir et orienter des femmes qui subissent souvent une conjonction de violences sexistes (déni de ressources, privation de biens, injures et harcèlement, déni de droit parental, violences physiques et psychologiques).

Ces femmes se trouvent dans des situations de souffrance très importante et ont besoin d'une prise en charge adaptée et intégrée, proposant un appui juridique et judiciaire, médical, psychologique, social et économique. Les services d'accueil proposés permettent d'y répondre. Ces femmes y trouvent un accueil bienveillant et non jugeant, ainsi que l'accompagnement de professionnel·le·s compétent·e·s et prêt·e·s à les accompagner dans les démarches qu'elles choisiront. C'est la première et indispensable étape sur le chemin de la reconstruction et de l'empouvoirement qui, une fois débuté, permet souvent aux femmes survivantes de devenir elles aussi engagées dans la lutte contre les violences.

- **Partenaires :** IPBF, Voix de Femmes, Association des Femmes Juristes du Burkina.
- Projet soutenu par l'AFD.

Quels moyens pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles en France ?

En France, les mouvements contre les violences sexistes et sexuelles, formels ou informels, sont très actifs. Equipop contribue aux mobilisations, en participant par exemple aux actions du collectif *#NousToutes*, créé en 2018, qui culminent chaque année lors d'une manifestation dans les grandes villes à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre.

Equipop a également œuvré à la promotion du Plan d'urgence pour l'égalité, initiative lancée par la Fondation des Femmes, qui appelait les candidat·e·s aux élections présidentielles et législatives à mettre en place dix mesures prioritaires pour l'égalité femmes-hommes dès leur élection. Les trois premières traitent de la question des violences :

01.

Investir 1 milliard d'euros par an pour mettre fin aux violences conjugales. En formant les professionnel·le·s pouvant être en contact avec des femmes victimes de violences, en triplant les places d'hébergement spécialisé et en augmentant le financement des associations.

02.

Créer une coordination nationale de la lutte contre les violences faites aux femmes sous l'égide du président ou de la présidente de la République. La protection des femmes doit être au cœur de toutes les politiques publiques grâce à un organe chargé de l'étude, du suivi et de l'évaluation transparente des politiques publiques au plus haut niveau de l'État.

03.

Mettre en place des tribunaux et des brigades spécialisés, formés à la lutte contre les violences faites aux femmes et volontaires, sur le modèle espagnol.

D'autres mesures, si réellement mises en place, permettraient également de faire diminuer les violences, comme « Garantir l'éducation de chaque enfant à l'égalité, à la sexualité et à la vie affective ». Lors de la campagne électorale, Equipop, en tandem avec la Fondation des Femmes, a multiplié les rencontres avec des candidat·e·s aux législatives. Au total, plus de 70 candidat·e·s ont signé le Plan d'urgence. Parmi les signataires, 35 siègent désormais à l'Assemblée nationale, et le travail de long terme a commencé, qui consiste à prolonger le succès de cette campagne « Écoutez-nous bien ! », et à le traduire par un recul effectif des violences sexistes et sexuelles.

SOUTENIR LES MILITANTES ET LES ASSOCIATIONS

Les activistes et groupements de femmes jouent un rôle essentiel, et il faut les soutenir. De nombreuses études montrent que les avancées majeures en matière de lutte contre les violences ont été obtenues grâce à la mobilisation des femmes. Elles sont souvent aux avant-postes des changements sociaux, politiques, institutionnels et systémiques. Leur rôle est aussi crucial dans la prise en charge médicale, juridique, psychologique et socio-économique des victimes ; les politiques et services publics étant souvent très peu structurés pour répondre aux immenses besoins. Depuis plusieurs années, Equipop soutient sur le long terme des associations mais aussi des militantes, particulièrement en Afrique de l'Ouest ainsi que leurs actions collectives. C'est un axe stratégique de notre travail, qui a vocation à se renforcer encore dans les années à venir.

Violences basées sur le genre : guide pour comprendre et agir

De *#Niunamenos* à *#Bringbackourgirls* en passant par *#YoTeCreoVzla*, de *#Stopexcision* à *#Strengthtosayno*, depuis 2017 et *#Metoo*, les hashtags ont fleuri sur les réseaux sociaux pour dénoncer les violences basées sur le genre. Cet élan a donné une légitimité internationale aux mobilisations qui existent depuis des siècles sur cet enjeu et a nourri de nouvelles énergies. Au-delà d'une prise de conscience générale, le succès de ce combat requiert un effort concerté et durable de l'ensemble des acteurs et actrices de nos sociétés, et ce dans tous les secteurs (santé, éducation, police, justice).

En tant qu'activistes, associations ou mouvements, nous avons un rôle important à jouer. Equipop a conçu ce petit guide comme une invitation à prendre notre part dans ce formidable mouvement. Il donne quelques clés pour mieux comprendre ce que recouvrent ces violences et illustre à travers des répertoires d'actions comment nous pouvons contribuer à les prévenir et à les prendre en charge. Les violences basées sur le genre ne sont ni acceptables ni une fatalité. En unissant nos forces, nous pouvons les faire reculer. C'est de notre pouvoir et de notre responsabilité.

Le guide est disponible en ligne : https://equipop.org/wp-content/uploads/2022/03/equipop_guide-VBG_digital.pdf

02

Mobiliser

Equipop mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain, et en particulier au respect des droits des femmes et des filles.

Pour des politiques publiques féministes, du local à l'international

La mise en œuvre de politiques publiques féministes est indispensable à la remise en cause du système patriarcal et à l'atteinte de l'égalité de genre. Lorsqu'elles sont déjà esquissées par les pouvoirs publics, ces politiques doivent être renforcées par l'action des associations et co-construites avec elles. Lorsque ce n'est pas le cas, la société civile peut contribuer à tracer la voie. Dans cette perspective, Equipop a œuvré à trois niveaux cette année : le suivi du Forum Génération Égalité, la promotion des politiques étrangères féministes, et la promotion des approches féministes à l'échelon régional.

Suivi du Forum Génération Égalité

Au début de l'été 2021, le Forum Génération Égalité (FGE) s'était tenu à Paris, à l'initiative de la France, du Mexique et d'ONU Femmes. Ce rassemblement international majeur sur les questions d'égalité de genre avait donné lieu à de multiples engagements, pour un total de 40 milliards de dollars, dont 23 milliards de la part des États. Si les six *coalitions d'action* thématiques créées à l'occasion permettaient de canaliser les actions à entreprendre, le processus autour du FGE souffrait d'un manque évident : aucun mécanisme n'avait été mis en place pour en effectuer le suivi. Dès lors, les associations se devaient de jouer un rôle de contrôle.

Ainsi, cette année, Equipop a participé à différents espaces liés au FGE, que ce soit dans le cadre de la coalition d'action DSSR, avec le réseau ouest-africain *Alliance Droits et Santé*, ou dans le groupe de travail « redevabilité » piloté par ONU Femmes. Le Collectif Générations Féministes, dont Equipop est membre du secrétariat, a entretenu un contact régulier avec les responsables de l'organisation du FGE, notamment au plus haut niveau des institutions françaises. Cette pression politique restera nécessaire dans les mois à venir car, même si les parties prenantes ont créé un « tableau de bord des engagements » publié par ONU Femmes, beaucoup de temps a été perdu dans la mise en œuvre des engagements, qui ont 2026 pour date butoir.

Dès juillet 2021, le ROAJELF Sénégal, avec le concours d'Equipop, a organisé à Dakar une rencontre sous-régionale du Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest. Cette séquence de renforcement de capacités sur la redevabilité des États, les mécanismes existants en Afrique de l'Ouest, mais aussi de plaidoyer de haut niveau auprès des autorités sénégalaises sur la question des violences basées sur le genre (VBG) a constitué un moment stratégique d'appropriation en vue d'une dissémination nationale.

Cet événement a aussi permis de capitaliser sur la mobilisation des membres en Afrique de l'Ouest et dans les espaces internationaux, et de définir l'implication du réseau dans le suivi des engagements pris par six États membres du Partenariat de Ouagadougou pour la coalition DSSR du FGE.

EN AFRIQUE DE L'OUEST, UN APPUI AUX ASSOCIATIONS QUI FONT VIVRE LE PROCESSUS

Malgré la relative inertie au niveau global, le suivi du FGE a été dense en Afrique de l'Ouest. Equipop a poursuivi son appui au Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest, qui rassemble des membres de huit pays. Le Réseau a organisé un atelier de débriefing du FGE, qui a ensuite contribué à mobiliser les énergies au niveau national. Dans la continuité de son soutien à des consortiums associatifs en 2020, Equipop a pris part à des ateliers nationaux, par exemple au Niger, avec la Cellule Nigérienne des Jeunes Filles Leaders, et au Burkina Faso. Ces ateliers ont permis à la fois de susciter des synergies au sein des mouvements associatifs et d'associer les pouvoirs publics locaux à la déclinaison des engagements pris au niveau international.
Au Sénégal, par exemple, la mobilisation sociale et politique a suscité de manière plus décisive l'engagement de la Directrice de l'équité et de l'égalité des genres à soutenir les activités des jeunes et à mettre en place un cadre national de coordination et de suivi des activités post-FGE. Les campagnes conduites ont eu un impact significatif dans les médias : 13 émissions de radio dans différentes langues ont touché plus de 65 000 personnes ; et la campagne numérique, 21 000 personnes.

INTERVIEW

Dr Euphrasie Adjami

Secrétaire technique chargée de l'accélération de la transition démographique, cabinet du ministre de la Santé du Burkina Faso

Quel a été le rôle du Burkina Faso, en tant que co-leader de la coalition Droit à disposer de son corps & DSSR, dans la dynamique FGE en Afrique de l'Ouest ?
Dans le cadre du FGE, le ministère de la Santé du Burkina Faso, à travers le secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique, a assuré le leadership de l'élaboration de 8 engagements pris par 6 pays (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger et Togo) permettant des actions communes en faveur des DSSR au cours des 5 prochaines années. Ensuite, pour rendre opérationnels ces engagements régionaux, les 6 pays, avec la participation du Sénégal, ont élaboré en décembre 2021, à Ouagadougou, la feuille de route régionale de mise en œuvre correspondante. À ce jour, différentes instances techniques ont été créées ou sont en passe de l'être (comité régional de coordination, unité technique régionale et comité technique national dans chacun des pays). Chaque pays doit élaborer son plan d'action annuel, afin de procéder au démarrage des activités pour une génération égalitaire. Au Burkina Faso, plusieurs actions fondées sur la transformation des normes sociales, juridiques et politiques, l'offre de l'Éducation à la vie familiale [dénomination nationale de l'Éducation complète à la sexualité], l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services de contraception, sont mises en œuvre de manière inclusive et participative, avec la société civile, les partenaires techniques et financiers et le secteur privé. Le Burkina Faso a déjà élaboré le référentiel national d'Éducation à la vie familiale et son guide d'utilisation. Ces documents ont été validés par le ministre de la Santé en collaboration avec les autres ministères concernés. Nous plaidons pour un environnement favorable aux DSSR au niveau de toutes les instances décisionnelles, pour un engagement plus important des différents partenaires techniques et financiers, pour la mise en œuvre et le suivi des engagements par le partenariat mondial FP2030 et ceux du FGE.

Promotion des politiques étrangères féministes

Equipop contribue particulièrement à la construction de politiques publiques féministes dans un domaine où l'association a une forte légitimité : l'international. Si des activistes et des chercheuses féministes analysent les relations internationales depuis des décennies, cela fait moins d'une dizaine d'années qu'un premier État – la Suède – a revendiqué l'adoption d'une politique étrangère féministe. C'est désormais le cas pour une douzaine d'États, à des niveaux d'avancement divers. Equipop s'inscrit dans cette dynamique générale, qui consiste à affiner les définitions possibles des politiques étrangères féministes, et à tracer les voies de leur mise en œuvre.

Un document de positionnement a notamment été publié à cet effet. Plusieurs leviers d'action concrets ont été identifiés : transformer la culture institutionnelle (notamment par la formation des cadres politiques et administratifs), renforcer la cohérence des politiques publiques, augmenter significativement les financements en faveur de l'égalité de genre, associer et soutenir les activités et les chercheuses féministes, assurer un suivi et une redevabilité de l'engagement en la matière.

EN FRANCE : PASSER DE LA « DIPLOMATIE FÉMINISTE » À UNE VÉRITABLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE

En France, Equipop entretient des contacts réguliers avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Agence Française de Développement, et veille à ce que les différentes stratégies en cours de définition ou de reconduction (santé, DSSR, etc.) concourent à avancer vers une véritable politique étrangère féministe. Il n'existe en effet pas encore de cadre de référence officiel en la matière.
Poussé par la société civile, le gouvernement français a pris plusieurs initiatives, comme l'organisation du FGE et le pilotage de la coalition d'action DSSR, ou encore la création du Fonds de soutien pour les organisations féministes. La loi « développement solidaire » d'août 2021 consacre par ailleurs la « diplomatie féministe » dans son article premier. Il reste cependant beaucoup à faire, notamment augmenter les moyens financiers et humains alloués, afin d'intégrer l'approche féministe dans la politique étrangère dans son ensemble et non pas uniquement dans quelques secteurs clés, comme la santé.

Les « 3 R » d'une politique étrangère féministe

Rights : les droits
Placer la liberté, les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur de l'action extérieure

Resources : les ressources
Mobiliser des ressources conséquentes et pérennes, à la hauteur de l'enjeu et des ambitions

Representation : la représentation des femmes
Assurer la pleine participation des femmes (personnels de l'État et mouvements féministes) à la co-construction et à la mise en œuvre de la politique étrangère féministe

Equipop agit aussi à travers sa participation au Haut conseil à l'égalité (HCE), chargé d'évaluer officiellement la mise en œuvre de la stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour les trois prochaines années, Equipop co-préside la commission « Diplomatie féministe et enjeux internationaux et européens » du HCE. Cela permet de poursuivre le dialogue avec de nombreuses parties prenantes sur différentes thématiques centrales, par exemple l'agenda « Femmes, paix et sécurité ».

FORTE MOBILISATION EN AMONT DES ÉLECTIONS FRANÇAISES

En France se tenaient cette année les élections présidentielle et législatives, les deux élections les plus importantes depuis cinq ans, qui constituaient donc une opportunité de plaidoyer majeure. À travers diverses dynamiques collectives, Equipop a contribué à identifier et porter les principaux enjeux féministes dans le débat public et politique, en particulier la politique étrangère féministe.

Equipop a rencontré plusieurs équipes de campagne pour présenter ses recommandations, en synergie avec les campagnes menées par la Fondation des Femmes, mais aussi celles de Coordination SUD, du Collectif Santé Mondiale et du Collectif Générations Féministes. Cette sensibilisation était indispensable, dans la mesure où les politiques étrangères féministes sont un domaine peu maîtrisé, voire inconnu, des partis politiques.

Lutte contre les violences basées sur le genre au niveau national

Au niveau national, Equipop et ses partenaires s'engagent pour des politiques de lutte contre les violences basées sur le genre. En Côte d'Ivoire, Equipop a par exemple apporté un soutien technique et stratégique aux activistes qui exigent une loi relative à la protection des victimes de violences basées sur le genre. En France, Equipop a participé à la campagne « Écoutez-nous bien » de la Fondation des Femmes, dont la lutte contre les violences basées sur le genre était une thématique centrale. C'était aussi le cas pour le document « Grande cause, petit bilan ». Réalisé en collaboration avec Oxfam France et d'autres associations, ce travail de fond évaluait l'action en matière d'égalité femmes-hommes pendant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Les médias en ont fait une couverture conséquente, et il a été cité devant le président de la République lors du débat télévisé organisé par ELLE-LCI, le seul auquel il a pris part avant le premier tour.

Intégration des perspectives féministes dans les dynamiques régionales

Les enjeux de droits étant indissociables, quel que soit leur ancrage géographique, Equipop promeut les approches féministes à tous les niveaux, du local à l'international, et porte une attention particulière au fait de relier ces différents niveaux de décision entre eux. Il est un échelon particulièrement pertinent à investir : le niveau régional.

En Afrique de l'Ouest, l'agenda des droits des femmes et celui de la planification familiale n'ont pas toujours été convergents. Certains rendez-vous, comme la conférence de Nairobi en 2019 (CIPD+25), ont permis d'amorcer un rapprochement, mais des crispations demeurent. La posture d'Equipop, dès lors, est de favoriser un dialogue basé sur une approche par les droits, centrée sur les individus, qui doit primer sur une approche quantitative des politiques publiques.

Cette année a été marquée par l'annonce de la nouvelle stratégie société civile du Partenariat de Ouagadougou (PO). Equipop a contribué à la réflexion dans différents espaces (consultations, atelier régional…) afin d'ancrer cette révision dans une approche « droits humains » et dans une collaboration plus forte avec les associations de jeunes et les activistes féministes de la région.

INTERVIEW

Marie Ba

Directrice de l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou (UCPO)

L'UCPO a présenté, cette année, la nouvelle stratégie société civile du PO. Comment ce repositionnement se concrétise-t-il aujourd'hui ?

Après dix années de progrès obtenus grâce notamment à l'implication de la société civile intervenant dans le domaine de la SR/PF, le partenariat de Ouagadougou s'est fixé l'objectif ambitieux d'atteindre 6,5 millions d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de planification familiale dans les 9 pays membres du PO d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif et eu égard à l'implication accrue des organisations de la société civile dans le repositionnement de la planification familiale, le PO a lancé en juin 2021 une nouvelle stratégie d'engagement de la société civile. L'objectif est de les mobiliser de la manière la plus productive possible pour le suivi des engagements pris par les gouvernements dans l'atteinte des objectifs du PO après 2020, la construction d'un narratif élargi et plus inclusif autour de la PF mais aussi un soutien accru dans la résilience face aux crises humanitaires. L'intégration des mouvements féministes constitue en ce sens une opportunité afin d'élargir l'écosystème de plaidoyer à d'autres secteurs connexes, tels que l'égalité femmes-hommes, l'éducation et l'autonomisation économique. Elle permet également d'enrichir l'argumentaire de plaidoyer autour de la planification familiale et de susciter au mieux l'engagement pour les droits des femmes en général.

Depuis 2018, Equipop est impliquée auprès de l'UNESCO et de l'UNFPA dans un processus de plaidoyer régional pour un engagement politique de haut niveau avec les ministères de l'Éducation et de la Santé, en Afrique de l'Ouest et Centrale, en faveur de l'Éducation complète à la sexualité (ECS). Co-présidente du Groupe technique de travail, Equipop s'attache à faire entendre les voix progressistes des jeunes et activistes féministes de la sous-région, notamment au travers de la définition du cadre de redevabilité de l'Engagement. En amont, Equipop a contribué à l'émergence d'un discours positif autour de l'ECS au travers d'une campagne de communication et de plaidoyer intitulée « L'éducation sauve des vies », dans un contexte d'opposition forte et structurée dans différents pays.

La défense des DSSR est également cruciale au niveau européen. En novembre 2021, Equipop a initié une tribune intitulée « La présidence française de l'UE doit être celle des droits sexuels et reproductifs », qui a rassemblé 75 organisations féministes issues d'une trentaine de pays et a été publiée dans *Ouest France*. Emmanuel Macron a par la suite appelé à intégrer le droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

03

Accompagner

Equipop soutient les actrices et acteurs au développement, en particulier les associations agissant pour les droits et la santé des femmes dans le monde.

Soutenir les initiatives féministes en Afrique de l'Ouest francophone

Equipop enrichit d'année en année son soutien aux mouvements féministes. En Afrique de l'Ouest francophone, Equipop décline plusieurs types d'appuis en s'adaptant aux besoins des militantes et organisations féministes : mise à disposition de ressources financières ; mise à disposition de ressources techniques ; soutien aux espaces d'échanges d'expériences et de connaissances ; soutien aux actions collectives.

Répondre aux besoins de financement des mouvements féministes

Selon l'AWID, les organisations pour les droits des femmes ne perçoivent que 0,13 % de l'aide publique au développement (APD), et seulement 0,42 % des subventions des fondations est orienté vers les projets sur les droits des femmes (voir : *Où est l'argent pour l'organisation des mouvements féministes ?*, AWID, 2021). Or, financer largement les mouvements féministes est un moyen puissant pour faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes.
Dans ce contexte, Equipop s'est organisée depuis plusieurs années pour apporter sa contribution aux besoins de financement des associations et des militantes dont les actions principales visent la défense des droits des femmes. Elle a ainsi mis en place des fonds alimentés sur projets. L'objectif est de mettre à leur disposition des financements sécurisés et flexibles dans le respect d'une approche féministe des financements. Cela se traduit entre autres par le fait de :

▶ **limiter la mise en concurrence** des organisations féministes entre elles, grâce à la mise en place d'appels à manifestation d'intérêt restreints ;
▶ **développer des partenariats stratégiques** et de confiance alimentés par un dialogue régulier entre les organisations soutenues et Equipop ;
▶ **faciliter l'accès à des financements adaptés** aux différents besoins des organisations féministes, y compris à leurs frais de fonctionnement.

Par ailleurs, si l'absence de reconnaissance légale des organisations féministes dans leur pays – parce qu'elles rencontrent des difficultés pour faire aboutir les démarches administratives afin d'obtenir un statut légal, ou parce qu'elles font le choix de ne pas se formaliser – est généralement un obstacle majeur à leur accès aux financements, ce n'est pas un critère limitant pour Equipop. En effet, la capacité d'agir d'une organisation ne dépend pas de son statut légal. Par ailleurs, le plus important pour Equipop est la capacité de l'organisation à s'inscrire dans une démarche transformatrice des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes.
En parallèle, Equipop mène un travail de veille sur les opportunités de financement pouvant profiter aux organisations féministes et, selon les besoins, peut les appuyer dans leur dossier de candidature lors des appels à projet.
Ce travail nécessite un dialogue constant avec les bailleurs. Ces derniers ont en effet des modalités de financement et de redevabilité qui souvent limitent la mise en application des principes sur lesquels nous souhaitons baser notre appui financier. Ce dialogue, bien que complexe, est aussi pour nous un levier pour participer à l'évolution des cadres de partenariat avec les principaux bailleurs qu'ils soient privés ou publics.

WE GO FOR CHANGE !

Suite à l'appel à manifestation d'intérêt restreint diffusé en 2021 par Equipop dans le cadre du fonds Féministes en Action, l'organisation Jeunes Filles Actrices de Développement (JFAD) va mettre en œuvre au Bénin un projet intitulé « We Go For Change ! ». Face à la banalisation des violences sexuelles, l'absence de protection des survivantes et la normalisation des règlements à l'amiable en cas de violences sexuelles, l'organisation JFAD a décidé d'intervenir dans la commune d'Abomey-Calavi, et plus particulièrement à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), le plus grand centre universitaire du Bénin. Plusieurs activités sont prévues :

- des formations à destination des agents des commissariats, des activistes en ligne et des organisations de défense des droits des femmes, etc. ;
- des sensibilisations au niveau communautaire pour promouvoir une culture de tolérance zéro face aux violences basées sur le genre ;
- la mise en place au sein de l'UAC d'un espace « Santé & bien-être » d'accueil et d'écoute pour les étudiantes.

Vers un fonds féministe idéal

Au-delà de pointer le faible pourcentage de l'APD destiné aux organisations pour les droits des femmes, il est intéressant de comprendre comment les ressources sont allouées dans l'écosystème du financement féministe. Selon l'AWID (*Vers un écosystème de financement féministe*, 2019), les principales modalités sont :

- le soutien financier de base, caractérisé par sa flexibilité et permettant aux organisations de décider librement comment l'argent doit être dépensé ;
- les subventions de projet, qui sont utilisées sur une courte période, pour réaliser des activités / des projets ;
- les partenariats de mise en œuvre qui sont particulièrement prisés par les gouvernements / agences de développement, et qui placent les organisations féministes dans un rôle où elles contribuent à l'atteinte des objectifs des gouvernements / agences de développement.

Force est de constater que les principaux « réservoirs » de financement vont de pair avec les modalités les plus restrictives, tandis que les petits « réservoirs » de financement (entre autres, les fonds féministes) vont de pair avec des modalités plus flexibles.

Les luttes sont collectives : renforcer les liens !

À côté du soutien financier, Equipop travaille à faciliter les liens entre ses différent·e·s partenaires et allié·e·s dans le monde, en particulier en Afrique de l'Ouest. Dans cette optique, Equipop apporte sa contribution à différentes dynamiques collectives.

Equipop mobilise régulièrement plus de 80 militantes féministes venues de huit pays d'Afrique de l'Ouest dans différentes discussions collectives, majoritairement en ligne, allant de la préparation d'événements internationaux à la réflexion sur des opportunités relatives aux mouvements féministes, en passant par le débriefing et la réaction aux actualités nationales. Dans cet esprit de consolidation des liens et échanges entre féministes, à l'occasion de l'organisation du festival Femmes et Climats par Empow'her au Niger, Equipop a eu l'opportunité début 2022 d'animer une « Power zone féministe ». Cet espace d'échanges lors du festival a été conçu et mis en œuvre avec un collectif d'une soixantaine de féministes d'Afrique de l'Ouest, qui ont pu travailler en ligne pour concevoir plusieurs temps forts. Pendant deux jours, cinq féministes désignées par le groupe se sont rendues au festival, et ont animé des débats et des séances de travail sur la sororité, le pouvoir politique des femmes ou encore l'historique des mouvements féministes en Afrique. À leur retour dans leurs pays respectifs, elles ont organisé des sessions de restitution avec leurs sœurs militantes. Equipop a aussi pu organiser, en collaboration avec le RJFAO et d'autres militantes du pays, des échanges en ligne pour débriefer et mieux comprendre des faits d'actualité liés aux droits des femmes dans certains pays de la région, à l'exemple de la légalisation de l'avortement sécurisé au Bénin. Pour approfondir certaines thématiques clés, Equipop a également organisé plusieurs sessions de conférences en ligne « Sororités Francophones », rassemblant plusieurs expertes féministes de différents espaces francophones, pour proposer un moment de réflexion et de co-construction de pensée féministe.

INTERVIEW

Carelle Laetitia Goli

Juriste, blogueuse et activiste féministe

Comment les féministes se sont-elles impliquées dans la dynamique de la Powerzone ?
Nous avons eu deux niveaux d'implication : lors de la préparation et sur place. En amont de la powerzone, nous avons travaillé collectivement entre féministes sur un choix de thématiques prioritaires. Des thématiques nous lient entre féministes d'Afrique de l'Ouest, sur lesquelles nous vivons les mêmes réalités et avons les mêmes défis. Nous avons par exemple parlé des droits des femmes pendant les crises et des droits des minorités. Au moment de la Powerzone, nous sommes cinq féministes à avoir participé aux sessions. Nous avons essayé de nous soutenir pour faciliter notre travail à toutes. C'était un beau moment de sororité, qui s'est fait avec beaucoup de bienveillance.

Qu'est-ce qui a facilité cette action collective ?
En tant que féministes, nous sommes dans la recherche de la sororité au quotidien. Nous avons donc fait de cette sororité une notion fédératrice au cœur de cet événement. Nous avons voulu l'expérimenter, puis la ramener vers toutes celles qui restaient au pays. Cela a été renforcé par le fait de se retrouver entre femmes féministes, ce qui est rare dans nos quotidiens. Ces trois jours d'amitié ont permis de parler entre nous de nos préoccupations, entre moments de confessions, où on a essayé de poser notre fatigue militante, moments d'empathie et moments festifs.

Que retenez-vous de cette expérience ?
La première chose que je retiens, c'est tout ce que nous partageons en tant que féministes ouest-africaines. Nous partageons les mêmes fardeaux, les mêmes expériences, les mêmes défis en matière de formation.
Je retiens également un moment très fort d'échange avec Madame Hadari, une « devancière » féministe, pionnière au Niger, pendant une session sur la participation et le pouvoir politique des femmes. Nous devons multiplier les espaces d'échanges de ce type avec les devancières féministes bienveillantes et créer des ponts intergénérationnels.

Simultanément, Equipop soutient aussi la construction de liens entre les militantes féministes et les femmes et les filles de leurs pays respectifs. Une dynamique régionale co-construite avec des féministes de huit pays a ainsi été lancée pour l'organisation de caravanes de causeries féministes. Il s'agit d'animer des espaces d'écoute des femmes et des filles, notamment de celles qui sont marginalisées (femmes rurales, femmes en situation de handicap, femmes des milieux populaires, femmes non scolarisées ou descolariées, travailleuses du milieu informel, etc.) sur leurs préoccupations, leurs difficultés, leurs priorités et besoins en matière de droits. Ces caravanes auront lieu courant 2022.

De ces expériences collectives féministes ressortent plusieurs principes qui orientent le soutien d'Equipop à l'action collective :

- la sororité
- les liens intergénérationnels
- les liens transnationaux
- les liens entre milieux économiques différents

Il apparaît que la mise en commun des énergies est cruciale, à la fois pour renforcer l'aspect politique des luttes féministes, mais aussi pour préserver collectivement les militantes des violences qui les menacent individuellement.

Les Rencontres féministes de Fémin-in

Fin 2021, l'association féministe burkinabè Femin-in a organisé avec le soutien d'Equipop la deuxième édition des Rencontres féministes de Ouagadougou, rassemblant une cinquantaine de jeunes Ouagalais·e·s pour une semaine. Face à la difficulté pour les jeunes militant·e·s intéressé·e·s par les thématiques féministes d'avoir accès aux informations sur l'histoire des mouvements féministes en Afrique de l'Ouest, et à la demande en matière de formation sur les techniques de militantisme en ligne et en réel, l'association féministe a fait le choix d'organiser chaque année cette session de formation et d'échanges pour donner aux jeunes les clés et les ressources nécessaires à l'engagement. Pendant cinq jours, Femin-in a fait intervenir des militantes pour échanger sur les fondements des mouvements féministes en Afrique de l'Ouest, depuis les devancières de l'époque précoloniale, en passant par la charte des féministes africaines, sans oublier les figures actuelles du militantisme féministe burkinabè.

Travailler les imaginaires : collaborer avec les actrices du monde culturel et artistique

L'utilisation du médium culturel (cinéma, podcast, théâtre, danse) pour déconstruire les stéréotypes sexistes et politiser la question féministe est un levier auquel Equipop s'intéresse depuis plusieurs années. La réflexion sur la manière dont les femmes peuvent se réapproprier le regard sur elles-mêmes (« female gaze ») dans l'art et la fiction est également un facteur de changement social important.

Dans cet esprit, Equipop multiplie les collaborations avec des acteurs et actrices du milieu culturel intéressé·e·s par les thématiques féministes. Après une première expérience de collaboration avec le Festival International des Films de Femmes de Cotonou, Equipop a réitéré ce type de partenariat avec plusieurs festivals ou événements culturels dans la région. Ces partenariats se traduisent de différentes manières : discussions stratégiques sur l'orientation des événements, mise à disposition de ressources financières pour faire participer des militantes féministes, participation à des panels sur des sujets en lien avec l'expertise d'Equipop, ou encore appui technique pour la communication sur les réseaux sociaux et auprès des médias.

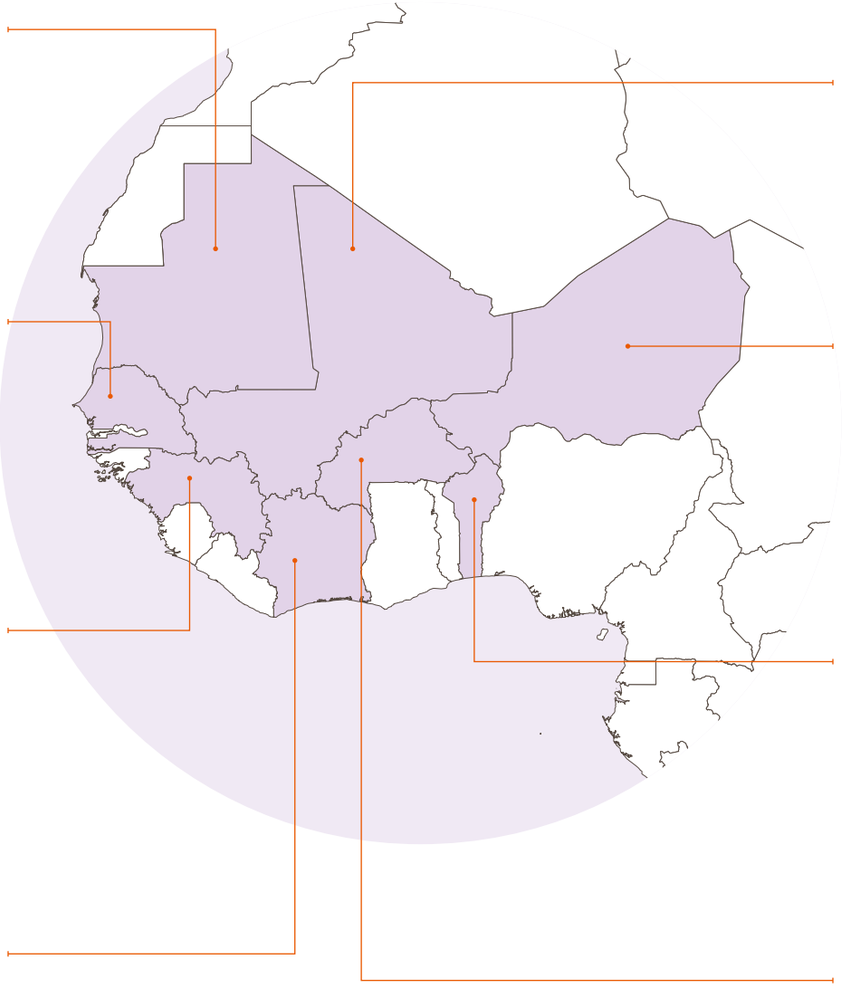
Ces acteurs et actrices du milieu culturel cherchent également à se rapprocher des militantes féministes dites traditionnelles. Equipop participe à leur mise en lien, ainsi qu'avec des personnes impliquées sur les questions de genre dans le milieu culturel. Dans cette optique, Equipop a participé au Festival Films Femmes Afrique, organisé à Dakar, et à une réflexion sur l'opportunité de la création d'un réseau de festivals de films de femmes.

Pour une meilleure représentation des femmes dans l'industrie cinématographique

Avec l'initiative Écrire au Féminin, l'organisation Taafé Vision forme depuis 2020 au Burkina Faso dix femmes par an en écriture de scénario prenant en compte l'approche genre. La formation est assurée par des professionnelles de l'audiovisuel et du cinéma, telles que la réalisatrice productrice burkinabè Mamounata Nikiema, qui est spécialiste en réalisation de documentaires de création, ou la cinéaste française Dominique Aru, qui dirige le département réalisation à l'École La Générale de Montreuil (France).
Avec l'appui d'Equipop, via le fonds Féministes en Action, Taafé Vision met en place la troisième édition d'Écrire au Féminin, allant jusqu'à la production d'un film de court métrage féministe. Par son action, l'organisation Taafé Vision cherche à outiller les femmes qui souhaitent avoir une place dans l'industrie cinématographique et également à influer sur la représentation des femmes dans les productions cinématographiques burkinabè.

Tour d'Afrique de l'Ouest d'initiatives de militantes féministes

Equipop apporte chaque année son soutien à près d'une centaine d'organisations et de militantes en Afrique de l'Ouest. Au niveau régional, national et local, ces partenaires mettent en œuvre des actions concrètes en faveur des droits des femmes, au plus près des populations. Voici quelques exemples de mobilisations diverses et complémentaires menées localement par des associations de jeunes féministes.



MAURITANIE

Outiller les jeunes sur leurs droits et les violences basées sur le genre

L'ONG Initiative Santé de la Reproduction forme des jeunes volontaires sur les droits et la santé sexuels et reproductifs, ainsi que sur les violences basées sur le genre. Ces volontaires se regroupent ensuite dans des clubs, puis sensibilisent leurs pair·e·s sur les droits des femmes via des groupes de parole et des performances artistiques.

SÉNÉGAL

Faire connaître les pensées féministes africaines

L'Alliance Nationale des Jeunes pour la Santé de la Reproduction et la Planification Familiale (ANJ/SR-PF) a lancé une série de cafés littéraires. Les participantes, membres d'organisations des droits des femmes, échangent autour d'œuvres d'autrices féministes africaines et afro-descendantes. Ces rencontres remettent à l'ordre du jour de l'agenda féministe des pionnières, telles que Awa Thiam, et favorisent l'émergence de récits féministes construits collectivement.

GUINÉE

Lutter contre les mutilations sexuelles et les mariages d'enfants

Le Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée rassemble des jeunes activistes de 14 à 20 ans. Depuis 2016, elles luttent contre les mariages forcés, les viols conjugaux et les mutilations sexuelles. Dans ses activités, le Club a également initié un atelier sur la recherche de financements internationaux et la gestion administrative et financière destinées à des jeunes membres d'organisations guinéennes.

CÔTE D'IVOIRE

Accueillir et accompagner les survivantes de violences sexistes et sexuelles

La Ligue Ivoirienne est un réseau féministe créé par des femmes pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles et accompagner les victimes. La Ligue leur propose notamment un accompagnement psycho-social, un soutien financier, les oriente vers les services médicaux adéquats, et les soutient dans des démarches judiciaires et juridiques.

MALI

Sensibiliser sur les mutilations sexuelles féminines

Au Mali, GMC forme des volontaires à la sensibilisation pour la lutte contre les mutilations sexuelles féminines. Ces volontaires se déploient ensuite localement pour organiser des « causeries » pour informer les populations et déconstruire les croyances sur les MSF, afin de cheminer vers leur abandon.

NIGER

Soutenir les jeunes filles dans leurs parcours académiques

La Cellule Nigérienne des Jeunes Filles Leaders organise entre autres activités des clubs de soutien et de mentorat en zone rurale. Elle accompagne des jeunes filles scolarisées dans leur parcours académique et encourage la sororité entre elles. Les jeunes filles leaders de ces clubs sont également formées au leadership, aux violences en milieu scolaire, aux droits et à la santé sexuelle et reproductive, et au plaidoyer.

BÉNIN

Renforcer le mouvement handi-féministe

L'association Calvif est le premier centre de prise en charge au Bénin qui offre un service d'hébergement aux victimes de violences faites aux femmes. Elle met aussi en place des activités de soutien aux mouvements féministes : elle forme par exemple des militant·e·s en situation de handicap sur le militantisme féministe. L'objectif est de renforcer le mouvement handi-féministe, afin de lutter contre les stéréotypes, contre le validisme et toute forme de discrimination.

BURKINA

Défendre les droits des travailleuses domestiques

L'association ADDAD Burkina soutient de jeunes travailleuses domestiques précaires. Elle les aide notamment à se loger et se nourrir. Des informations sur la santé sexuelle et reproductive leur sont proposées. L'ADDAD les accompagne également dans les démarches judiciaires, en cas de violences sexistes et sexuelles commises notamment par leurs employeurs.

04

Mieux connaître Equipop

Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, soutien financier et technique pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde. Contribuer à l'action collective trans-locale ainsi qu'apporter un soutien flexible et de long terme aux militantes et associations constitue des priorités d'action. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions.

Aujourd'hui, Equipop s'appuie sur une trentaine de salarié·e·s et soixante-douze membres, avec un budget annuel de 3,79 millions d'euros. L'association a un bureau en Europe – à Paris – et deux bureaux en Afrique de l'Ouest – à Ouagadougou et Dakar.

Une vision, des valeurs

Un monde où tous les êtres humains, indépendamment de leur sexe et de leur genre, ont leurs droits respectés, y compris leurs droits sexuels et reproductifs, et ont la possibilité de participer activement à des sociétés justes et durables.

RESPECT DES DROITS HUMAINS

Equipop plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.

BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Equipop considère que le bien-être des sociétés ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par la capacité des personnes qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans les collectifs auxquels elles appartiennent.

JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Equipop défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prônons un développement soucieux de l'égalité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures. Le renforcement des liens constitue pour nous un défi majeur.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action

ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Equipop adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en matière d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité. Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et décideuses et, bien entendu, les publics ciblés par les actions.

NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter exclusivement pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de nos actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs et actrices (organisations de la société civile, parlementaires, journalistes, chercheur·euses, fonctionnaires, expert·e·s techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité. Depuis plus de vingt ans, Equipop collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leurs pays respectifs. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès de différents publics, en particulier les femmes et les jeunes, ainsi que des actions de plaidoyer adaptées aux situations sociopolitiques locales.

TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Equipop a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs et actrices du changement social : organisations de solidarité internationale (OSI), activistes féministes, structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...
Nous collaborons avec des réseaux en France, en Europe, en Afrique francophone subsaharienne et dans le monde. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseils d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes dans le monde.

En Afrique francophone subsaharienne, Equipop a progressivement orienté une partie de son action en direction des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et, plus largement, dans le monde, Equipop travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des expert·e·s techniques et administratif·ve·s ;
- des chercheur·euse·s ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des responsables politiques ou administratif·ve·s.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :

Impulser

des dynamiques de changement social, à travers des projets conduits en étroite collaboration avec des acteurs et actrices des territoires où elle intervient.

Mobiliser

les responsables politiques et les citoyen·ne·s en France, en Afrique de l'Ouest ou à l'international, pour créer un environnement institutionnel et politique favorable aux droits humains, et en particulier aux droits des femmes.

Accompagner

les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Equipop a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie, sciences de gestion. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs et actrices avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issu·e·s des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, responsables politiques…

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

Domaines de connaissances

POLITIQUES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Equipop a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des responsables politiques. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et actrices et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.
Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les responsables politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'elles et ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement.
Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Equipop s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises, comme l'accès à la contraception, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules, les mutilations sexuelles féminines ou les mariages d'enfants.
L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales…), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usager·e·s, intégration du VIH/Sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Equipop puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible de la diversité des besoins et des intérêts de chaque public. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent, sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants. Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être femme ou homme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social. L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.
La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : atteindre l'égalité entre femmes et hommes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant, à égalité, femmes et hommes.

Savoir-faire

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Equipop a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Equipop facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs et actrices sur le terrain. Nous influençons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics.

Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'événements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'expert·e·s ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Equipop renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires du développement. Equipop accompagne la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets collectifs (via notamment le Design Thinking), appuie le développement organisationnel de ses partenaires, renforce leurs capacités administratives et financières, facilite la mobilisation de ressources, conduit des activités d'appui-conseil, co-réalise des diagnostics partagés, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Réseaux

Equipop a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement. En 2021, l'association renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :

Alliance Droits et Santé
alliancedroitsetsante.org
Ce réseau d'organisations de la société civile française et ouest-africaine a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.

Awid
awid.org
L'Awid (Association for Women's Rights in Development), créée en 1982, est une organisation féministe, associative et internationale de soutien aux mouvements qui œuvrent pour la justice de genre et les droits des femmes à travers le monde.

Collectif Prévenir & Protéger
@PProtéger
Le Collectif Prévenir & Protéger est composé de 14 associations françaises de protection des droits de l'enfant et de promotion des droits des femmes et des adolescentes.

Collectif Santé Mondiale
collectif-sante-mondiale.fr
Le collectif rassemble 9 associations françaises (Action contre la faim, Equipop, Global Health Advocates France, Médecins du Monde, One, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction et Solthis) qui plaident pour que la santé mondiale soit une priorité de la France.

Coordination Sud
coordinationsud.org
Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité, urgence et développement, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.

Countdown 2030 Europe
countdown2030europe.org
Le réseau Countdown 2030 Europe est composé de 15 associations qui travaillent à la priorisation des droits et de la santé sexuels et reproductifs dans les politiques de développement des États européens et de l'UE.

Droits Humains pour Tou·te·s
droitshumains.unblog.fr
Le collectif citoyen Droits Humains pour Tou·te·s vise à obtenir l'abandon de la terminologie « Droits de l'homme » par les institutions de la République française.

EndFGM
endfgm.eu
EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines.

Excision, Parlons-en !
excisionparlonsen.org
Excision, Parlons-en ! a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques, sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde.

F3E
f3e.asso.fr
Le F3E (Fonds pour la Promotion des Études Transversales, des Études Préalables et de l'évaluation) est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.

Générations Féministes
Le Collectif Générations Féministes regroupe des associations qui militent pour l'adoption d'approches féministes dans les politiques nationales et internationales de la France.

Girls Not Brides
girlsnotbrides.org
Girls Not Brides est un partenariat mondial de plus de 500 organisations de la société civile, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et à permettre aux filles de réaliser leur potentiel.

IBP
ibpinitiative.org
IBP (Implementing Best Practices) Initiative est un partenariat mondial visant le passage à l'échelle des pratiques qui fonctionnent en matière de planning familial et de santé de la reproduction. Créée en 1999 par l'OMS, USAID et neuf agences de coopération, IBP possède désormais plus de 45 membres à travers le monde (bailleurs de fonds, organisations internationales d'assistance technique et partenaires nationaux et régionaux).

Partenariat de Ouagadougou
partenariatouaga.org
Le Partenariat de Ouagadougou a été lancé en 2011 lors de la Conférence Régionale sur la Population, le Développement et la Planification Familiale au Burkina Faso par les gouvernements des 9 pays francophones d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires techniques et financiers, pour accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale dans ces pays.

Réseau des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest
Ce réseau est composé de militant·e·s féministes ouest-africain·e·s actif·ve·s sur le terrain, qui souhaitent faire entendre leur voix dans les processus de décision à l'échelle nationale, régionale et internationale, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des filles.

Les forces vives d'Equipop

Pour la définition et la mise en œuvre de sa mission, Equipop s'appuie sur un conseil d'administration (CA) de onze personnes et sur une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine de salarié·e·s. Une soixantaine de membres se réunissent une fois par an en assemblée générale.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2021, de nouveaux statuts ont été adoptés. Ces statuts instaurent un conseil d'administration, organe de décision, qui vient compléter le bureau. Les membres de ce conseil d'administration ont notamment pour fonction de désigner les membres du bureau, qui se réunit en moyenne tous les trois mois, et de définir les enjeux stratégiques d'Equipop.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr. Alain Marié
Président

Ndeye Fatou Kane
Vice-présidente

Wendyam Micheline Kabore
Secrétaire générale

Dr. Luc de Bernis
Trésorier

Hadja Idrissa Bah
Membre

Dr. Marly Bah
Membre

Dr. Béatrice Cuzin
Membre

Pr. Pierre Foldes
Membre

Noemi Grütter
Membre

Marion Lambert
Membre

Khadidiatou Sy
Membre

LES NOUVELLES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ndeye Fatou Kane est une chercheuse sénégalaise en sociologie du genre. Ses recherches ont porté sur l'étude du féminisme sénégalais, en rapport avec la théorie de l'intersectionnalité, puis elle s'est intéressée aux masculinités, le deuxième volet de sa recherche ayant été axé sur la construction des masculinités sénégalaises sous une perspective politico-religieuse.

« Ce qui me touche particulièrement dans l'exercice de la mission d'Equipop, c'est la façon dont des ponts sont construits entre Equipop et les féministes en Afrique de l'Ouest. Étant originaire d'un pays d'Afrique de l'Ouest – le Sénégal –, j'observe toute cette synergie avec grand intérêt. »

Noemi Grütter travaille pour UNFPA au Rwanda sur la santé sexuelle et reproductive des adolescentes. Titulaire d'un Master en droits humains et action humanitaire et d'une certification avancée en études de genre à Sciences Po Paris, Noemi a été consultante pour Equipop, chargée d'établir une stratégie pour l'implication d'Equipop dans des systèmes de droits humains internationaux.

« Ce qui me plaît particulièrement dans la mission d'Equipop c'est tout d'abord l'approche par les droits humains. Mais plus encore, Equipop met vraiment en avant les activistes féministes qui sont expertes concernant leur situation et leurs droits. En soutenant ces féministes directement pour accroître leurs compétences, Equipop joue un rôle primordial. »

Marion Lambert est entrée chez Equipop en 2017 et y occupe le poste de chargée de communication au bureau de Paris. Elle participe à la mise en œuvre de la stratégie de communication, collabore étroitement avec les membres des différents pôles et accompagne les partenaires d'Equipop dans la réalisation de projets de communication.

« Je suis profondément attachée à un féminisme intersectionnel et inclusif et à ce que toutes les personnes subissant des violences sexistes – femmes, minorités sexuelles et de genre, de toutes origines ethniques et nationalités et de toutes classes sociales – puissent être entendues et à ce que leurs droits humains soient respectés. Je pense tout particulièrement aux droits sexuels et reproductifs, qui vont de l'éducation à la sexualité au droit à l'avortement, en passant par la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. »

Khadidiatou Sy est coordinatrice plaidoyer Afrique de l'Ouest, basée au bureau d'Equipop à Dakar. Elle contribue à établir la vision, les orientations stratégiques et les priorités d'action d'Equipop.

« Le droit à disposer de son corps est un élément fondamental de ma vision de l'égalité. La liberté de choix est à défendre. C'est un enjeu central pour atteindre des rapports égalitaires. Dans le contexte ouest-africain, cette lutte doit être nourrie, réactivée. Au Sénégal, des femmes pionnières se sont engagées pour défendre ces droits avec un positionnement fort, affirmé, politique. Mon sentiment est que ces femmes sont toujours au combat et que la question de la transmission générationnelle est en jeu. On constate des reculs faramineux dans les droits à exercer ces choix, mais aussi dans la sémantique ; même des gens qui étaient engagés sur ces sujets sont frileux aujourd'hui, n'osent plus parler et utiliser certains mots comme « genre » ou « féministe », sous les pressions des mouvements conservateurs anti-droits. Même des militant·e·s s'autocensurent dans leurs mouvements féministes. En tant que membre du CA je contribue à la résistance collective. »

L'équipe en 2021

Sokhna Fall Ba
Chargée de projets

Souguirimpo Combari
Chargé d'accompagnement administratif et financier & DO

Pape Ababacar Diouf
Chauffeur & Assistant administratif - logistique, Dakar

Élise Fouillet
Chargée d'innovation et d'accompagnement

Cina Gueye
Chargée de capitalisation et transfert des compétences

N'deye Khady Babou
Responsable de programmes

Lucie Daniel
Experte plaidoyer

Marie Dubost
Stagiaire plaidoyer

Jeanne Fournier
Chargée d'innovation et d'accompagnement

Louis Guinamard
Chargé de communication

Priscille Bansé
Chargée de communication

Ndeye Marième Ly Diagne
Responsable programmes Sénégal

Perrine Duroyaume
Référente capitalisation et évaluation

Aurélie Gal-Régniez
Directrice exécutive

Kate Hart
Responsable développement et partenariats

Siré Hermann Barro
Chargé d'accompagnement administratif et financier & DO

Fatim Tambadou Diallo
Chargée d'innovation et d'accompagnement

Macoumba Fall
Chargé du suivi administratif et financier des projets

Noemi Grütter
Stagiaire plaidoyer

Hrubech Hombessa
Stagiaire communication

Pascal Ilboudo
Référent technique développement organisationnel

Ramatoulaye Mballo
Chargée d'innovation et d'accompagnement

Nathalie Perrotin-Milla
Responsable communication

Eva Razafinarivo
Coordinatrice programme(s)

Brigitte Syan
Responsable plaidoyer Afrique de l'Ouest

Sibiri Koné
Assistant administratif et logistique

Coumba Mbaye
Responsable des fonctions support, Dakar

Elise Petitpas
Experte innovation et plaidoyer

Habsatou Sayabou
Référente technique innovation et accompagnement

Bintou Mariam Traoré
Chargée de communication

Marion Lambert
Chargée de communication

Hélène Ménard
Co-responsable programmes et développement

Dominique Pobel
Responsable programmes et développement

Nicolas Schlegel
Comptable

Fatim Nikiéma Traore
Chargée de projets

Philippine Lambert
Stagiaire plaidoyer

Tara Mukeku-Cilolo
Chargée de communication

Kadidia Rabo
Responsable des fonctions support, Ouagadougou

Benjamin Sitbon
Responsable administratif et financier

Nadia Yabila
Responsable de programmes

Nora Le Jean
Responsable Innovation et accompagnement

Maïmouna Ndoye
Coordinatrice programme

Nicolas Rainaud
Responsable plaidoyer France & international.

Khadidiatou Sy
Coordinatrice plaidoyer

Steevie Reine Yameogo
Chargée d'innovation et d'accompagnement

Le budget d'Equipop

En 2021, 93 % des dépenses d'Equipop ont été affectées aux missions sociales. Le budget d'Equipop a progressé de 28 % par rapport à l'année précédente, et a terminé l'année avec un excédent.

RESSOURCES

Les ressources 2021 d'Equipop se sont élevées à 3,79 millions d'euros, en progression de 28 % par rapport à 2020 (2,97 millions d'euros).
Les ressources de l'exercice provenaient pour 48 % de fonds privés issus notamment de fondations internationales (principalement, des fondations Hewlett et Bill & Melinda Gates).
Les financements de sources institutionnelles étaient cette année de 51 %, 38 % provenant des institutions de la coopération bilatérale française (principalement Agence Française de Développement) et 13 % provenant des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies, Organisation Ouest-Africaine de la Santé).

Equipop continue de renforcer et de développer de nouveaux partenariats techniques et financiers, et de favoriser les collaborations, indispensables à la dynamique des projets.

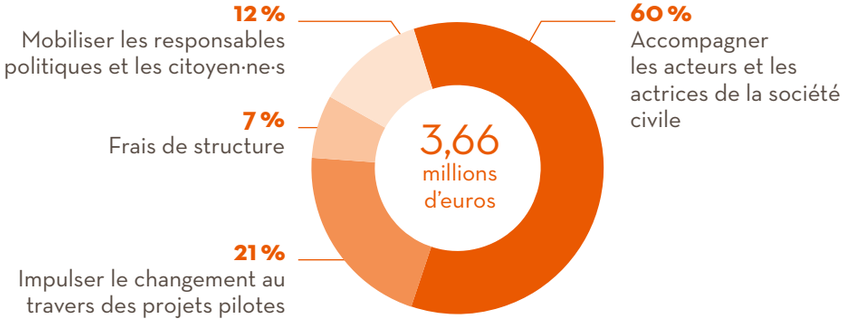
Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile africaine a augmenté à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs.

EMPLOIS

Les dépenses ont été en forte croissance en 2021, atteignant 3,66 millions d'euros. 93 % des dépenses d'Equipop ont été allouées aux missions sociales de l'association, au travers de 25 projets.
Selon les critères du secteur, les frais de structure ont été faibles.
La mise en œuvre des activités des projets qui avaient débuté les années précédentes s'est poursuivie et amplifiée en 2021, notamment Change Lab, Renforcer les Mouvements des Jeunes Féministes d'Afrique de l'Ouest, Jeunes en Vigie, Protéger la Prochaine Génération, Let's Change, DEMSAN, Countdown 2030.
La levée progressive des restrictions liées à la crise sanitaire de la Covid-19 a permis la reprise des déplacements et l'organisation d'événements en présentiel.
25 projets ont été mis en œuvre en 2021 (22 en 2020).
Deux projets pluriannuels d'envergure ont débuté en 2021 : le Fonds Féministes en Action et SANSAS, projet d'amélioration des droits et de la santé sexuels et reproductifs des adolescent·e·s et des jeunes au Sénégal.
Les aides octroyées aux organisations de la société civile partenaires dépassent 1 million d'euros dans le cadre de trois fonds d'appui : Fonds Innovation, Fonds Développement Organisationnel, Fonds Stratégique.

Le budget consacré aux ressources humaines a augmenté de 18 % par rapport à 2020, une hausse résultant des recrutements réalisés en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la mise en œuvre des projets.
Le résultat de l'exercice présente un excédent de 136 412 euros.
Ce résultat s'explique principalement par des coûts de fonctionnement maîtrisés, en regard du volume d'activité.
Cet excédent permet de participer à l'augmentation des réserves de l'association. La constitution de fonds propres est un objectif à moyen terme destiné à financer le fonds de roulement, à renforcer la capacité d'intervention sur des activités novatrices, la capacité d'investissement pour professionnaliser les fonctions support de la structure et la capacité à faire face aux aléas des financements projets en conservant l'expertise interne.

Equipop établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SA, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2021, ainsi que le rapport des commissaires aux comptes, sont consultables dans leur intégralité sur *equipop.org*.
mazars



Communication

Equipop est convaincue de l'importance d'amplifier les voix des femmes et des jeunes et de faciliter le partage des connaissances créées par les activistes et les associations. C'est pourquoi Equipop intègre la communication au cœur de son action et du soutien à ses partenaires. Cette approche a permis une importante visibilité digitale et médiatique des plaidoyers et des valeurs portés par les partenaires et Equipop.

9 publications

RÉALISÉES PAR EQUIPOP EN APPUI À SES PARTENAIRES

7 vidéos

RÉALISÉES PAR EQUIPOP EN APPUI À SES PARTENAIRES

EQUIPOP.ORG

28 apparitions

DANS LES MÉDIAS, EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL, EN 2021-2022

rfi · FRANCE 24 · AFRICA RADIO · TV5MONDE · Libération · Le Monde · Politis · Slate FR

40 000

ABONNÉ·E·S SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

28 600 · 5 500 · 3 700 · 1 350 · 639

7 événements

EN PRÉSENTIEL ET DIGITAUX

Réseau Alliance Droits et Santé
26 novembre 2021
Panel sur l'empouvoirement des jeunes pour une approche transformative des DSSR

Féminismes et Santé
30 novembre 2021
Conversation avec Fatou Sow

Sororités francophones
23 janvier 2022
Muscler sa sororité en réseau

Féminismes et Santé
16 février 2022
Conversation avec Laura Berlingo

Sororités francophones
13 avril 2022
Épuisement militant, réagir ensemble face aux violences

Féminismes et Santé
04 mai 2022
Conversation avec Mounia El Kotni

Sororités francophones
15 juin 2022
Face aux mouvements anti-droits, nos résistances collectives

Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Equipop s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires qui appuient financièrement la structure sans lesquel·le·s les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG et associations locales avec qui nous avons tissé des partenariats solides et durables, expert·e·s et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... Nous vous remercions ici tous et toutes chaleureusement pour la confiance que vous nous avez accordée.

Nous remercions en particulier :

Suivez l'actualité d'Equipop au quotidien

Sur notre site Internet
equipop.org
Pour s'informer et agir.

Sur Twitter
@Equipop_Ong
Pour suivre notre actualité et celle de notre secteur en temps réel.

Via notre newsletter
Pour recevoir régulièrement un résumé des moments forts qui ont marqué notre actualité.

Sur Facebook
equi.org
Pour découvrir des contenus exclusifs et partager avec notre communauté.

Sur Instagram
@Equipop_Ong
Pour découvrir les coulisses d'Equipop en images.

Sur LinkedIn
@equipop-ong
Pour se tenir informé·e des actualités et innovations d'Equipop dans le secteur.

Sur Youtube
Equipop
Pour suivre l'actualité d'Equipop et du secteur en vidéo.

Crédits
Le rapport d'activité est également disponible sur le site Internet : *equipop.org*

Conception et réalisation
Direction de la publication :
Aurélie Gal-Régniez
Rédaction en chef :
Nathalie Perrotin-Milla

Rédaction et contributions :
Élise Fouillet, Aurélie Gal-Régniez, Louis Guinamard, Nora Le Jean, Ramatoulaye Mballo, Hélène Ménard, Maïmouna Ndoye, Nicolas Rainaud, Eva Razafinarivo, Benjamin Sitbon, Kaya Sy
Secrétariat de rédaction :
Priscille Bansé, Louis Guinamard, Nathalie Perrotin-Milla

Création graphique :
Jean-Luc Gehres
welcomedesign.fr
Illustrations : Noémie Klein, Léa Onofri
Photographies : Equipop, Riccardo Venturi, Rachida Amadou Bella, Benoît Robert, EtriLabs, Mozaic
Impression :
Simon Graphic, Ornans
Ce document est imprimé sur du papier certifié.

Rapport d'activité

Equipop combine mobilisation sociale et politique, ingénierie de projet, soutien financier et technique pour améliorer les droits et la santé des femmes et des filles dans le monde. Contribuer à l'action collective trans-locale ainsi qu'apporter un soutien flexible et de long terme aux militantes et associations constitue des priorités d'action. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions.

Equipop
equipop.org
info@equipop.org

Bureau de Paris
6 rue de la Plaine
75020 Paris - France
Tél. : (+33) 01 74 01 71 24
Fax : (+33) 01 74 01 71 25

Bureau de Ouagadougou
09 BP 1660
Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél. / Fax : +226 25 40 88 02

Bureau de Dakar
BP 29761 Dakar Yoff
Sénégal
Tél. : +221 33 820 84 14